



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 19 MAI 2021
GEMEENTERAAD VAN 19 MEI 2021

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

19.05.2021/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

19.05.2021/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 21 avril 2021; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 21 avril 2021, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 21 april 2021; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 21 april 2021. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

1 annexe / 1 bijlage
Procès+verbal+complet(10).pdf

19.05.2021/A/0003 **Protocole d'accord entre la Commission communautaire commune et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode relatif au suivi du respect des obligations en termes de testing et de quarantaine.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 ;
Vu l'article 128 et l'article 135 de la Constitution ;
Vu l'article 133 de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;
Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 6, § 1, VIII, alinéa 2 ;
Vu l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé, articles 13, 13/1, 14 et 15 ;
Vu l'article 28 du règlement général sur la protection des données ;
Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus Covid-19 ;
Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;
Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se

propage rapidement à travers le monde;

Considérant l'allocution liminaire du Directeur général de l'OMS du 12 octobre 2020 précisant que le virus se transmet principalement entre contacts étroits et entraîne des flambées épidémiques qui pourraient être maîtrisées par l'application de mesures ciblées;

Considérant la déclaration du Directeur général de l'OMS Europe du 15 octobre 2020, indiquant que la situation en Europe est très préoccupante et que la transmission et les sources de contamination ont lieu dans les maisons, les lieux publics intérieurs et chez les personnes qui ne respectent pas correctement les mesures d'autoprotection;

Considérant que notre pays est en niveau d'alerte 4 (alerte très élevée) au niveau national depuis le 13 octobre 2020;

Considérant les deux vagues précédentes liées au coronavirus ;

Considérant le nombre croissant de contamination de ces derniers mois avec le risque de voir apparaître une troisième vague liée au coronavirus ;

Considérant l'apparition récente de nouvelles variantes de ce virus en Belgique, lesquelles sont plus contagieuses que la version actuelle du coronavirus ;

Considérant que la Commune de Saint-Josse-ten-Noode est la plus pauvre du pays, et, a fortiori, de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Que c'est également la commune qui enregistre le plus faible taux de vaccination dans la Région de Bruxelles-Capitale contre le coronavirus auprès des + de 65 ans ;

Considérant qu'il existe une corrélation entre la *situation socio-économique de la population et la vaccination* ;

Qu'en effet, l'étude publiée en 2019 par l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale et la COCOM intitulée « *Tous égaux face à la santé à Bruxelles ? Données récentes et cartographie sur les inégalités sociales de santé* » montre que les personnes ayant une position socioéconomique moins favorisée ont, dès la naissance, un risque plus important d'être en moins bonne santé ;

Que cette étude montre que les inégalités socioéconomiques en terme de santé « *se maintiendront et s'accumuleront tout au long de la vie (page 13)* » ;

Que cette étude ajoute que « les quartiers aux revenus les plus bas se trouvent en grande partie dans le «croissant pauvre» (constitué de quartiers formant un croissant autour du centre-ville et qui vont du bas de la commune de Forest jusqu'à Saint-Josse-Ten-Noode), et les quartiers plus riches se trouvent principalement dans le sud-est de la Région (Observatoire de la Santé et du Social, 2006 (page 23)) » ;

Qu'en raison de cette forte ségrégation géographique, les problèmes sociaux et de santé s'accumulent souvent dans les mêmes quartiers ;

Qu'en outre, les « *différentes compétences politiques en matière de santé et d'aide aux personnes sont morcelées en Région bruxelloise : trois Commissions communautaires y assument les compétences communautaires (Commission communautaire flamande, Commission communautaire française et Commission communautaire commune), en sus de la Communauté française et de la Communauté Flamande (page 23)* » ;

Que « *ce morcellement des compétences a pour conséquence que les usagers tout comme les professionnels se perdent parfois dans le dédale des dispositifs sociaux et sanitaires (page 23)* » ;

Qu'en lien avec cette pauvreté, il convient de relever la fracture numérique, c'est-à-dire l'inégalité d'accès aux technologies de l'information en ce que de nombreux citoyens ne disposent pas d'un ordinateur ou ne maîtrise pas l'outil numérique, et ce alors que l'inscription à la vaccination se fait par application numérique ;

Que dans la presse de ce mercredi 28 avril 2021 (La Libre Belgique page5), Andrea Rea, professeur de sociologie à l'ULB indique que « *les chiffres publiés par la Commission communautaire commune (Cocom) montrent que les campagnes d'information n'ont pas su toucher la partie de la population la moins informée sur le plan médical* » ;

Que le professeur ajoute que « *le faible taux de vaccination de certaines communes correspond à une population peu informée et sensibilisée aux questions de santé* » ;
Que pour remédier à cela, le professeur indique qu'il faudrait « *agir au niveau ultralocal* » pour aider à convaincre la population en étant au plus proche des gens » ;
Considérant que de nombreux moyens sont actuellement mis en place en vue d'augmenter le taux de vaccination précité ;
Considérant que dans l'attente de l'observation des premiers effets de ces mesures, il est essentiel en termes de santé publique de continuer à veiller au respect par la population des obligations de se soumettre à un test dans certaines circonstances et de respecter l'isolement et la quarantaine ;
Considérant que la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale a donc proposé la contribution des Communes aux actions de la Cocom grâce à leur connaissance fine de leurs populations et de leur territoire, confirmée par courriers adressés au Ministre Alain Maron en date des 20 et 29 janvier 2021 ;
Que les communes ainsi que les structures actives au niveau local, mises en place ou coordonnées par les communes ou qui travaillent en relais avec les communes disposent indéniablement d'une connaissance fine du terrain ;
Qu'il est important de pouvoir compter sur ces relais pour intégrer dans ce dispositif de santé publique les personnes qui ignorent ou méconnaissent les obligations qui leur incombent en vertu de dispositions fédérales ou communautaires ;
Que les communes peuvent utilement être associées à ce dispositif en vue d'informer, de sensibiliser et de soutenir les citoyens qui expriment ou ont des difficultés à comprendre ou à respecter le principe du dépistage ou de la quarantaine/isolement ;
Que les mesures visant à prévenir la propagation du coronavirus (le dispositif corona) sont basées sur la confiance des citoyens et cette confiance se développe par la prise et la promotion d'actions qui, au plus près du citoyen, peuvent l'aider à respecter les mesures ;
Vu le projet de protocole d'accord entre la Commission communautaire commune et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode relatif au suivi du respect des obligations en termes de testing et de quarantaine ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

Décide :

- d'approuver le projet de protocole d'accord entre la Commission communautaire commune et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode relatif au suivi du respect des obligations en termes de testing et de quarantaine ;
- d'autoriser le Bourgmestre et le Secrétaire communal à réaliser, au nom du Collège communal, l'ensemble des actes s'y rapportant dont, et de manière non limitative, la signature du projet de protocole d'accord précité et ce, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision.

Protocolakkoord tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node over het toezicht op de naleving van de test- en quarantaineverplichtingen.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;
Gelet op artikel 128 en artikel 135 van de Grondwet ;

Gelet op artikel 133 van de nieuwe gemeentewet van 24 jun 1988 ;
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6, § 1, VIII, lid 2 ;
Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, artikelen 13, 13/1, 14 en 15 ;
Gelet op artikel 28 van de algemene verordening gegevensbescherming ;
Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19 ;
Overwegende de kwalificatie door de WHO van het coronavirus COVID-19 als een pandemie op 11 maart 2020 ;
Overwegende dat de WHO op 16 maart 2020 het hoogste dreigingsniveau heeft uitgeroepen aangaande het coronavirus COVID-19 dat de wereldeconomie destabiliseert en zich snel verspreidt over de wereld ;
Overwegende de inleidende toespraak van de directeur-generaal van de WHO van 12 oktober 2020 die aangaf dat het virus zich voornamelijk verspreidt tussen nauwe contacten en aanleiding geeft tot opflakkingen van de epidemie die onder controle zouden kunnen worden gehouden door middel van gerichte maatregelen ;
Overwegende de verklaring van de directeur-generaal van de WHO Europa van 15 oktober 2020, die aangeeft dat de situatie in Europa zeer onrustwekkend is en dat de overdracht en besmettingsbronnen plaatsvinden in de huizen, binnen in publieke plaatsen en bij de personen die de zelfbeschermingsmaatregelen niet correct naleven ;
Overwegende dat ons land zich in alarmfase 4 bevindt (sterk verhoogde waakzaamheid) op nationaal niveau sedert 13 oktober 2020 ;
Overwegende de twee voorgaande golven van het coronavirus ;
Overwegende het toenemende aantal besmettingen in de afgelopen maanden met het risico van een derde golf van het coronavirus ;
Overwegende de recente verschijning van nieuwe varianten van dit virus in België, die besmettelijker zijn dan de huidige versie van het coronavirus ;
Overwegende dat de Gemeente Sint-Joost-ten-Node de armste is van het land en, a fortiori, van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Dat het tevens de gemeente is met de laagste vaccinatiegraad in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen het coronavirus bij personen ouder dan 65 jaar ;
Overwegende dat er een verband bestaat tussen de *socio-economische situatie van de bevolking en de vaccinatie* ;
Dat de studie die in 2019 werd gepubliceerd door het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel Hoofdstad en de COCOM onder de titel "*Iedereen even gezond in Brussel? Recente cijfers en kaarten over sociale ongelijkheden in gezondheid*" immers aantoonde dat mensen met een minder bevoorrechte sociaal-economische positie vanaf hun geboorte een groter risico lopen op een slechtere gezondheid ;
Dat deze studie aantoonde dat sociaal-economische ongelijkheden op gezondheidvlak "*gedurende het hele leven zullen blijven bestaan en zich opstapelen (blz. 13)*" ;
Dat deze studie eraan toevoegt dat "de wijken met de laagste inkomens grotendeels gelegen zijn in de "arme sikkels" (bestaande uit wijken die een sikkels of croissant vormen rond het stadscentrum en zich uitstrekken van het lager gelegen deel van de gemeente Vorst tot Sint-Joost-Ten-Node), en dat de rijkere wijken vooral in het zuidoosten van het Gewest liggen (Observatoire de la Santé et du Social, 2006 (blz. 23))";
Dat door deze sterke geografische segregatie sociale en gezondheidsproblemen zich vaak in dezelfde buurten opstapelen ;
Dat bovendien "*de verschillende politieke bevoegdheden inzake gezondheid en bijstand aan personen in het Brusselse Gewest versnipperd zijn: drie Gemeenschapscommissies*

nemen de communautaire bevoegdheden op zich (Vlaamse Gemeenschapscommissie, Franse Gemeenschapscommissie en Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie), naast de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap (blz. 23)";

Dat "deze versnippering van bevoegdheden tot gevolg heeft dat zowel gebruikers als professionals soms verdwalen in het doolhof van sociale en gezondheidsstelsels (blz. 23)";

Dat in verband met deze armoede moet worden gewezen op de digitale kloof, d.w.z. de ongelijke toegang tot informatietechnologieën in die zin dat tal van burgers niet over een computer beschikken of het digitale instrument niet beheersen, en dit terwijl de inschrijving voor vaccinatie via een digitale toepassing gebeurt ;

Dat in de pers van deze woensdag 28 april 2021 (La Libre Belgique pagina 5), Andrea Rea, hoogleraar sociologie aan de ULB aangeeft dat "de cijfers gepubliceerd door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC) aantonen dat de informatiecampagnes er niet in geslaagd zijn om het deel van de bevolking te bereiken dat het minst medisch geïnformeerd is" ;

Dat de professor hieraan toevoegt dat "de lage vaccinatiegraad in sommige gemeenten overeenstemt met een bevolking die niet erg goed geïnformeerd en gesensibiliseerd is rond gezondheidskwesties" ;

Dat om dit te verhelpen volgens de professor "op ultralokaal niveau moet worden opgetreden" om de bevolking te helpen overtuigen door zo dicht mogelijk bij de mensen te staan" ;

Overwegende dat er momenteel tal van middelen worden ingezet om de bovengenoemde vaccinatiegraad te verhogen ;

Overwegende dat het in afwachting van de observatie van de eerste effecten van deze maatregelen op het vlak van de volksgezondheid van essentieel belang is om ervoor te zorgen dat de bevolking zich houdt aan de verplichting om zich in bepaalde omstandigheden te laten testen en de isolatie- en quarantaineregels te respecteren ;

Overwegende dat de Conferentie van burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dus heeft voorgesteld de Gemeenten te laten bijdragen tot de acties van de GGC, dankzij hun grondige kennis van hun bevolking en hun grondgebied, hetgeen werd bevestigd in brieven aan Minister Alain Maron van 20 en 29 januari 2021 ;

Dat de gemeenten en de structuren die op plaatselijk niveau actief zijn, die door de gemeenten zijn opgericht of worden gecoördineerd of die met de gemeenten samenwerken, ontegensprekelijk beschikken over een grondige kennis van het terrein ;

Dat het belangrijk is dat op deze schakels kan worden gerekend om in dit volksgezondheidssysteem de personen op te nemen die niet op de hoogte zijn van hun verplichtingen op grond van federale of communautaire bepalingen of die deze negeren ;

Dat de gemeenten nuttig bij dit systeem kunnen worden betrokken om burgers te informeren, te sensibiliseren en te ondersteunen indien die moeilijkheden te kennen geven of ondervinden om het principe van screening of quarantaine/isolatie te begrijpen of te respecteren ;

Dat de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus tegen te gaan (het coronasysteem), gebaseerd zijn op het vertrouwen van de burger en dat vertrouwen wordt ontwikkeld door acties te ondernemen en te bevorderen die, zo dicht mogelijk bij de burger, hem kunnen helpen de maatregelen te respecteren ;

Gelet op het ontwerp van protocolakkoord tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node over het toezicht op de naleving van de test- en quarantaineverplichtingen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- Om het ontwerp van protocolakkoord goed te keuren tussen de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node over het toezicht op de naleving van de test- en quarantaineverplichtingen ;
- Om de Burgemeester en de Gemeentesecretaris te machtigen om, in naam van het Gemeentecollege, alle desbetreffende handelingen te stellen waaronder, en op niet-limitatieve wijze, de ondertekening van het voornoemde ontwerp van protocolakkoord, en dit onder voorbehoud van de toezichthoudende overheid.

4 annexes / 4 bijlagen

Annexe 1-2 Convention de sous-traitance clean.pdf, Bijlage 1-2 verwerkingsovereenkomst burgemeesters.pdf, ProtocoleNL.pdf, Protocole VF.pdf

19.05.2021/A/0004 **Intervention communale octroyée pour l'inscription des jeunes à un club de sports pour la saison 2020-2021 ; décision du Conseil communal du 10 juin 2020 ; modification.**

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle Loi communale, notamment l'article 117;

Vu la décision du conseil communal du 10 juin 2020 relative aux conditions d'octroi pour l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif pour la saison sportive 2020-2021;

Que ce règlement fixe la période limite de dépôt des dossiers du 1 septembre 2020 au 31 mai 2021 ;

Vu la pandémie actuelle liée au COVID-19 ;

Considérant que le Conseil National de Sécurité a adopté un ensemble de mesures en vue d'éviter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant que cette situation rend impossible ou particulièrement difficile pour les candidats bénéficiaires d'obtenir auprès des structures sportives et des instances administratives l'ensemble des documents nécessaire à l'intervention financière communale ;

Vu la décision du Conseil communal du 10.06.2020 de prolonger le dépôt des dossiers chèques-sports pour la saison sportive 2019-2020;

Vu la proposition du Département Sports de prolonger le dépôt des dossiers au 27 août 2021 pour la saison sportive 2020-2021;

Décide :

De modifier la décision du Conseil communal du 10 juin 2020 en prolongeant la date de dépôt des dossiers d'octroi de chèques-sports au 27 août 2021 inclus pour la saison sportive 2020-2021.

Gemeentelijke bijdrage toegekend voor de inschrijving van jongeren in een sportclub voor seizoen 2020-2021 ; beslissing van de Gemeenteraad van 10 juni 2020 ; wijziging.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;
Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 10 juni 2020 betreffende de toekenningsvoorwaarden voor de gemeentelijke bijdrage in de inschrijvingskosten van jongeren in een sportclub voor het sportseizoen 2020-2021 ;
Dat dit reglement de uiterste periode vaststelt voor de indiening van de dossiers van 1 september 2020 tot 31 mei 2021 ;
Gelet op de huidige pandemie in verband met COVID-19 ;
Overwegende dat de Nationale Veiligheidsraad georganiseerd een reeks maatregelen heeft goedgekeurd om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te vermijden;
Overwegende dat deze situatie het voor de begunstigde kandidaten onmogelijk of bijzonder moeilijk maakt om bij de sportieve structuren en administratieve instanties alle nodige documenten te bekomen voor de gemeentelijke financiële bijdrage ;
Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 10.06.2020 om de indiening van de dossiers te verlengen voor het sportseizoen 2019-2020;
Gelet op het voorstel van het Departement Sport om de indiening van de dossiers te verlengen tot 27 augustus 2021 voor het sportseizoen 2020-2021;

Beslist :

Om de beslissing te wijzigen van de Gemeenteraad van 10 juni 2020 door de datum voor de indiening van de toekenningsdossiers van sportcheques te verlengen tot en met 27 augustus 2020 voor het sportseizoen 2020-2021.

2 annexes / 2 bijlagen

DC Chèques-sports 2020-2021.pdf, Formulaire chèque-sport saison 2020-2021.pdf

19.05.2021/A/0005 **Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des Centimes Additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique ; année fiscale 2022.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2022, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2021;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

Article 1^{er} - De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice

d'imposition 2022.

Article 2 - De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de Gemeentelijke Opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies ; aanslagjaar 2022.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2022 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2021 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT

Artikel 1 - De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2022.

Artikel 2 - Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

1 annexe / 1 bijlage

M_PN_210412-HT2022-SrvceBRUFISC.pdf

19.05.2021/A/0006 **Premier appel à candidatures à une fonction de directeur/trice dans une école fondamentale ordinaire; Admission au stage; Ratification.**

Le Conseil,

Vu la décision de Collège du 27 avril 2021 par laquelle il marque son accord de principe quant premier appel à candidatures à une fonction de directeur/trice dans une école fondamentale ordinaire en vue de l'admission au stage de direction (Ecole Arc-en-Ciel),

quant à son lancement ainsi qu'au déroulement de la procédure de désignation du directeur stagiaire selon une planification précisant notamment que l'appel fera l'objet d'une ratification au plus prochain Conseil communal qui suit le Collège qui l'a adopté;

Considérant l'appel ci-annexé;

Décide:

De ratifier ce premier appel à candidatures à une fonction de directeur/trice dans une école fondamentale ordinaire en vue de l'admission au stage direction (Ecole Arc-en-Ciel).

2 annexes / 2 bijlagen

DC 27.04.21.pdf, 1er appel à candidatures direction stagiaire AEC01092021.pdf

19.05.2021/A/0007 **Premier appel à candidatures à une fonction de directeur/trice dans une école fondamentale ordinaire; Admission au stage; Commission de sélection; Ratification.**

Le Conseil,

Vu la décision de Collège du 11 mai 2021 par laquelle il approuve les critères de sélection des candidats et la pondération attribuée complémentirement au profil de fonction établi par le pouvoir organisateur dont la constitution de la commission de sélection en vue de l'admission au stage de direction dans une école fondamentale ordinaire (Ecole Arc-en-Ciel);

Décide:

De ratifier les critères de sélection des candidats et la pondération attribuée complémentirement au profil de fonction établi par le pouvoir organisateur dont la constitution de la commission de sélection en vue de l'admission au stage de direction dans une école fondamentale ordinaire (Ecole Arc-en-Ciel).

1 annexe / 1 bijlage

DC 11.05.21.pdf

19.05.2021/A/0008 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestres et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

4 annexes / 4 bijlagen

Info Conseil - Collège 15.04.21.pdf, Info Conseil - Collège 27.04.21.pdf, Info Conseil - Collège 04.05.21.pdf, Info Conseil - Collège 20.04.21.pdf

19.05.2021/A/0009 **Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance de la décision ci-après et décide d'approuver cette dépense :

#014/27.04.2021/B/0031#

Crèche Reine Élisabeth et École Arc-en-ciel, travaux de réparation de la façade ;Condition du marché et approbation de l'attribution. Application de l'article 249 de la nouvelle loi communale

Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt deze uitgave ervan goed :

#014/27.04.2021/B/0031#

Kinderdagverblijf Koniging Elisabeth en School Arc-en-Ciel, gevelherstel; Staat van het contract en goedkeuring van de gunning.Toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet

19.05.2021/A/0010 **Motion relative aux conséquences du passé colonial belge et aux manières de lutter contre ses effets.**

Motion Déposée par le groupe Liste du Bourgmestre,

Le Conseil Communal

Vu la résolution du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 2020 relative à la décolonisation structurelle et inclusive de l'espace public bruxellois dans le cadre d'un travail de dialogue et de mémoire ;

Vu la note de Politique Générale 2018 - 2024 souhaitant la participation active des jeunes à la société en tant que citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires quels que soient leur genre, leur condition sociale ou leur identité culturelle ;

Considérant le débat relancé sur les violences de la colonisation belge au Congo et la responsabilité du roi Léopold II, suite à la mort de l'Afro-américain, Georges Floyd, le 25 mai 2020 ;

Considérant le travail de réflexion et de soutien aux initiatives de la société civile entamé dans des communes bruxelloises sur la décolonisation de l'espace public ;

Considérant le discours du Bourgmestre la commune de Saint-Josse du 30 juin 2020 relatif à l'indépendance de la République démocratique du Congo ;

Considérant la décision du Conseil Communal de Saint-Josse du 9 septembre 2020 instituant une réunion des Commissions Réunies pour le 23 septembre 2020 avec pour intitulé « le passé colonial belge » ;

Considérant le partenariat avec l'ONG Coopération-Education-Culture et les initiatives communales déjà entreprises notamment un projet pédagogique ambitieux sur l'histoire coloniale belge entrepris par les élèves et les professeurs du Lycée **Guy Cudell** de Saint-Josse en 2017-2018 et qui s'est traduit par la réalisation d'une exposition inédite et critique « Noirs desseins pour blanches aspirations ? Une histoire belgo-congolaise » ;

Considérant les accords de jumelage conclus entre la Commune de Saint-Josse et les communes de Barumbu et de Selembao ;

Considérant le rapport rédigé par le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine du Conseil des droits de l'homme des Nations unies le 14 août 2019, après sa visite en Belgique ;

Considérant le rapport rédigé par la Société civile afrodescendante en préparation de la Commission Vérité du Parlement Fédéral présenté le 24 septembre 2020 au Parlement bruxellois ;

Considérant les conclusions de plusieurs enquêtes et travaux scientifiques dont celles

d'UNIA et de la Fondation Roi Baudouin sur la nécessité pour les autorités politiques de mener un travail structurel sur l'histoire et la mémoire coloniale belge afin de lutter efficacement contre les stéréotypes, les préjugés, les représentations et les discriminations qui touchent les personnes afro-descendantes ;

Considérant les différentes auditions d'experts ayant eu lieu en Commissions réunions notamment le 25 novembre 2020 et le 3 février 2021 ;

Considérant la nécessité de faire la synthèse des travaux en cours à la Région et ceux au niveau fédéral et de les articuler avec les initiatives locales ;

DECIDE :

Article 1

Décide de se réunir à l'issue des travaux réalisés par la commission spéciale chargée du passé colonial pour examiner le rapport des experts et en tirer nos conclusions.

Article 2

De demander au Collège,

- • D'accorder une place dans l'espace public tennodois aux femmes et hommes ayant lutté en Afrique et en Belgique pour la fin de la Colonisation et ce, notamment, au travers de projets portés avec des artistes ;
- • D'accorder une place dans l'espace public tennodois aux Anciens combattants de la Force publique et volontaires africains ayant combattu pour la Belgique durant la 1^{ière} et 2^{ième} Guerre Mondiale.
- • D'intégrer l'Enseignement de l'Histoire de la Colonisation et de l'Histoire de l'Afrique, à travers, notamment, le projet « **Bokundoli** »^[1] qui porte sur ces questions dans les référentiels et les programmes scolaires ainsi que de les soutenir par l'appui aux activités extra-scolaires utilisant l'espace public de cette matière ;
- • De développer, dans le cadre de ses relations internationales, son engagement avec ses partenaires de Barumbu et Selembao en République démocratique du Congo ;
- • De développer ses partenariats avec les associations bruxelloises ayant une expertise sur le sujet ;
- • De soutenir les initiatives locales et citoyennes ayant pour objectif de lutter contre les stéréotypes et changer le regard porté sur les pays du Sud notamment des

rencontres-débats avec des auteurs et des acteurs culturels, des expositions pédagogiques ou artistiques questionnant nos imaginaires et notre perception de l'Autre, des outils pédagogiques dénonçant l'impact des préjugés dans nos relations à l'Autre ; le tout avec pour objectif de faciliter le vivre ensemble à Saint-Josse-Ten-Noode

- • De rendre public l'inventaire établi par l'archiviste de la commune dans le cadre des travaux accomplis par les commissions réunies du conseil communal

- • D'organiser des cycles de conférences, formations, expositions pour permettre aux citoyens de se réapproprier ce sujet, d'établir un dialogue avec les populations et de lutter ainsi contre les Mécanismes de la Propagande coloniale ayant nourri les représentations sur l'Afrique et influencé les relations entre les populations africaines, la Diaspora et les populations belges.

- • De renforcer ces actions à travers son projet communal valorisant au sein de son administration son personnel d'origine étrangère.

Article 3

De demander au Gouvernement de la Région bruxelloise

- De mettre en application les recommandations émises par la proposition de résolution sur la décolonisation de l'espace public adoptée le 17 juillet 2020 au Parlement bruxellois. En effet, la décolonisation de l'espace public est un processus de démantèlement multiforme qui ne se contente pas d'un déboulonnage, d'une démolition, d'un remplacement ou d'installation de panneaux explicatifs. Il s'agit d'apporter des véritables solutions dans la durée, des réparations aux multiples problèmes découlant de l'histoire du colonialisme belge et de mettre fin aux continuités vécues après l'indépendance en Belgique et au Congo ;

Article 4

De demander au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- De plaider en faveur de l'intégration des éléments de l'Histoire africaine (précoloniale) dans les référentiels et les programmes scolaires ainsi que de les soutenir par l'appui aux activités extra-scolaires utilisant l'espace public de cette matière ;

- De soutenir sur le plan culturel et l'éducation permanente toutes les initiatives

relatives à la mise en place d'un dialogue et d'une mémoire collective coloniale assumée entre les pays concernés.

Article 5

De demander au Gouvernement Fédéral

- De formuler des recommandations sur la manière de stimuler et de faciliter la recherche universitaire sur le colonialisme, la période coloniale belge, et le post-colonialisme ;
- De favoriser et faciliter l'ouverture et l'accessibilité d'archives en Belgique, au Congo, au Rwanda et au Burundi et l'inventorisation de ces archives ;
- De développer des propositions concrètes pour sauver et conserver notre histoire collective en protégeant mieux les archives sur la colonisation ;
- De s'inscrire dans les événements et actions entamées dans le cadre de la décennie pour les africains et les personnes d'ascendance africaine inaugurée par l'Organisation des Nations-Unies en janvier 2015^[2] ;
- D'adopter un plan d'action interfédéral (national) de lutte contre le racisme ambitieux pour la fin de l'année 2021 et mettre en place un organe de suivi de sa mise en œuvre tout en garantissant la participation de la société civile et d'académiques à toutes les étapes clés de l'élaboration du plan d'action national.

Le Conseil communal demande au Collège des Bourgmestre et Echevins de transmettre cette motion au Parlement Fédéral, Parlement Régional Bruxellois, au Parlement Flamand, au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, au Premier Ministre, au Ministre de la Justice, au Ministre de l'Intérieur, au Ministre Président Bruxellois, au Ministre Président de la Fédération Wallonie Bruxelles.

^[1] Le Programme BOKUNDOLI, <https://www.cec-ong.org/projets-afrique-caraibes/rdc/> (consulté le 21 avril 2021)

[2]

Décennie pour les Africains : ceci n'est pas une inauguration, <https://www.cadtm.org/Decennie-pour-les-Africains-cest-n-est-pas-une-inauguration> (consulté le 26 avril 2021)

Motie betreffende de gevolgen van het Belgische koloniale verleden en de manieren om de effecten ervan te bestrijden.

Motie ingediend door de fractie van de Lijst van de Burgemeester,

De Gemeenteraad

Gelet op de resolutie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 17 juli 2020 betreffende de structurele en inclusieve dekolonisering van de Brusselse openbare ruimte in het kader van een werk van dialoog en herinnering ;

Gelet op de Algemene Beleidsnota 2018 - 2024 waarin de actieve participatie van jongeren aan de samenleving als verantwoordelijke, actieve, kritische en solidaire burgers wordt gewenst, ongeacht hun geslacht, sociale situatie of culturele identiteit ;

Overwegende de heropleving van het debat over het geweld van de Belgische kolonisatie in Congo en de verantwoordelijkheid van Koning Leopold II, naar aanleiding van de dood van de Afro-Amerikaan Georges Floyd, op 25 mei 2020 ;

Overwegende het werk van bezinning en de steun aan initiatieven van het maatschappelijk middenveld die in de Brusselse gemeenten werden gestart rond de dekolonisatie van de openbare ruimte ;

Overwegende de toespraak van de Burgemeester van de gemeente Sint-Joost van 30 juni 2020 over de onafhankelijkheid van de Democratische Republiek Congo ;

Overwegende de beslissing van de Gemeenteraad van Sint-Joost van 9 september 2020 tot vastlegging van een vergadering van de Verenigde Commissies op 23 september 2020 met als thema "het Belgische koloniale verleden" ;

Overwegende het partnerschap met de NGO "Coopération-Education-Culture" en de reeds ondernomen gemeentelijke initiatieven, met name een ambitieus educatief project over de Belgische koloniale geschiedenis dat in 2017-2018 tot stand werd gebracht door de leerlingen en leraren van het **Guy Cudell** Lyceum van Sint-Joost, en dat zich vertaald heeft in de realisatie van een unieke en kritische tentoonstelling "Zwarte doelen voor blanke ambities? Een Belgisch-Congolese geschiedenis" ;

Overwegende de verbroederings tussen de Gemeente Sint-Joost en de gemeenten Barumbu en Selembao ;

Overwegende het rapport opgesteld door de Werkgroep van deskundigen voor mensen van Afrikaanse origine van de VN-Mensenrechtenraad op 14 augustus 2019, na haar bezoek aan België ;

Overwegende het rapport dat het maatschappelijk middenveld van Afrikaanse afkomst ter voorbereiding van de Waarheidscommissie van het Federaal Parlement op 24 september 2020 aan het Brussels parlement heeft voorgelegd ;

Overwegende de conclusies van verschillende enquêtes en wetenschappelijke werken, waaronder die van het UNIA en de Koning Boudewijnstichting, over de noodzaak voor de politieke autoriteiten om structureel werk te maken van de Belgische koloniale geschiedenis en herinnering, teneinde de stereotypen, vooroordelen, voorstellingen en discriminatie van de Afro-afstammelingen doeltreffend te bestrijden ;

Overwegende de verschillende hoorzittingen met deskundigen die in Commissievergaderingen hebben plaatsgevonden, met name op 25 november 2020 en 3 februari 2021 ;

Overwegende de noodzaak om een synthese te maken van de lopende werkzaamheden in het Gewest en op federaal niveau en deze in verband te brengen met lokale initiatieven ;

BESLIST :

Artikel 1

Beslist om samen te komen na afloop van de werken uitgevoerd door de Bijzondere Commissie belast met het koloniale verleden om het rapport van de deskundigen te bespreken en onze conclusies te trekken.

Artikel 2

Om aan het College te vragen,

- • In de Tennoodse openbare ruimte een plaats toe te kennen aan de vrouwen en mannen die in Afrika en in België hebben gevochten voor het einde van de kolonisatie, en dit met name door projecten met kunstenaars ;

- • In de Tennoodse openbare ruimte een plaats toe te kennen aan de oud-strijders van de Openbare Weermacht en de Afrikaanse vrijwilligers die tijdens de Eerste en Tweede Wereldoorlog voor België hebben gevochten ;

- • Het Onderwijs over de Geschiedenis van de Kolonisatie en de Geschiedenis van Afrika te integreren, met name via het project "**Bokundoli**"[\[1\]](#), dat deze kwesties behandelt in de referentiesystemen en de schoolprogramma's, alsook de ondersteuning daarvan via buitenschoolse activiteiten waarbij gebruik wordt gemaakt van de openbare ruimte voor dit onderwerp ;

- • In het kader van zijn internationale betrekkingen zijn engagement met zijn partners in Barumbu en Selembao in de Democratische Republiek Congo te ontwikkelen ;
- • Zijn partnerschappen uit te bouwen met Brusselse verenigingen die deskundig zijn op dit gebied ;
- • Lokale- en burgerinitiatieven te steunen die tot doel hebben om stereotypen te bestrijden en de manier waarop naar de landen van het Zuiden wordt gekeken te veranderen, met name ontmoetingen en debatten met auteurs en culturele actoren, educatieve of artistieke tentoonstellingen die onze verbeelding en onze perceptie van de Ander in vraag stellen, en pedagogische instrumenten die de impact van vooroordelen in onze relaties met de Ander aan de kaak stellen; dit alles met het oog op het vergemakkelijken van het samenleven in Sint-Joost-Ten-Node ;
- • De inventaris openbaar te maken die door de archivaris van de gemeente werd opgesteld in het kader van de werken gerealiseerd door de verenigde commissies van de gemeenteraad ;
- • Conferentiecycli, opleidingen en tentoonstellingen te organiseren om de burgers in staat te stellen zich dit onderwerp opnieuw eigen te maken, een dialoog met de bevolkingen tot stand te brengen en op die manier de mechanismen van de koloniale propaganda te bestrijden die de voorstellingen van Afrika hebben gevoed en de relaties tussen de Afrikaanse bevolkingen, de diaspora en de Belgische bevolkingen hebben beïnvloed ;
- • Deze acties te versterken via zijn gemeentelijk project dat binnen zijn administratie zijn personeel van buitenlandse origine naar waarde schat.

Artikel 3

Om aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering te vragen

- De aanbevelingen in de praktijk te brengen van het voorstel van resolutie over de dekolonisatie van de openbare ruimte aangenomen op 17 juli 2020 in het Brussels Parlement. De dekolonisatie van de openbare ruimte is immers een proces van ontmanteling met vele facetten, dat zich niet beperkt tot het verwijderen, afbreken, vervangen of aanbrengen van verklarende borden. Het gaat erom op lange termijn echte oplossingen te bieden, de talrijke problemen die voortvloeien uit de geschiedenis van het Belgische kolonialisme te herstellen en een einde te maken aan de continuïteit die na de onafhankelijkheid in België en Congo is ontstaan.

Artikel 4

Om aan de Regering van de Federatie Wallonië-Brussel te vragen

- Te pleiten voor de integratie van elementen van de Afrikaanse (pre-koloniale) geschiedenis in de referentiesystemen en schoolprogramma's en deze te ondersteunen door middel van buitenschoolse activiteiten waarbij gebruik wordt gemaakt van de openbare ruimte voor dit onderwerp ;

- Op het vlak van cultuur en permanente vorming alle initiatieven te steunen die verband houden met het tot stand brengen van een dialoog en een aanvaarde collectieve koloniale herinnering tussen de betrokken landen.

Artikel 5

Om aan de Federale Regering te vragen

- Aanbevelingen te formuleren over de manier waarop het academisch onderzoek naar kolonialisme, de Belgische koloniale periode en postkolonialisme kan worden gestimuleerd en vergemakkelijkt;

- De openstelling en toegankelijkheid van archieven in België, Congo, Rwanda en Burundi en de inventarisatie van deze archieven te bevorderen en vergemakkelijken;

- Concrete voorstellen te ontwikkelen om onze collectieve geschiedenis te redden en te bewaren door de archieven over de kolonisatie beter te beschermen;

- Deel te nemen aan de evenementen en acties in het kader van het decennium voor Afrikanen en personen van Afrikaanse afkomst, dat in januari 2015^[2] door de Verenigde Naties werd ingehuldigd;

- Tegen eind 2021 een ambitieus interfederaal (nationaal) actieplan tegen racisme goed te keuren en een orgaan op te richten om toe te zien op de uitvoering ervan, en er tegelijkertijd voor te zorgen dat het maatschappelijk middenveld en academici bij alle belangrijke fasen van de ontwikkeling van het nationale actieplan worden betrokken.

De Gemeenteraad vraagt het College van Burgemeester en Schepenen om deze motie over te maken aan het Federaal Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, het Vlaams Parlement, het Parlement van de Federatie Wallonië-Brussel, de Eerste Minister, de Minister van Justitie, de Minister van Binnenlandse Zaken, de Minister-President van Brussel, de Minister-President van de Federatie Wallonië-Brussel.

[1] Het Programma BOKUNDOLI, <https://www.cec-ong.org/projets-afrique-caraibes/rdc/> (geraadpleegd op 21 april 2021)

[2] Decennium voor mensen van Afrikaanse afkomst : “ceci n’est pas une inauguration”, <https://www.cadtm.org/Decennie-pour-les-Africains-ceci-n-est-pas-une-inauguration> (geraadpleegd op 26 april 2021)

19.05.2021/A/0011 **Départ éventuel du Théâtre le Public de Saint Josse; interpellation introduite par Mme Zoé Genot, Conseillère communale.**

*1 annexe / 1 bijlage
Théâtre le Public.docx*

19.05.2021/A/0012 **Cohousing en AirB&B zegen of vloek voor de gemeente? ; interpellatie ingediend door Dhr Frederic Roekens, Gemeenteraadslid.**

*1 annexe / 1 bijlage
20210519 - Roekens.pdf*